CONTRE LES PACTES DE RESPONSABILITE ET DE SOLIDARITE
POUR L'EMPLOI, LES SALAIRES, LA PROTECTION SOCIALE
ET LES SERVICES PUBLICS

Partout dans le monde, la prochaine Journée internationale de lutte des travailleurs sera l'occasion de voir descendre dans les rues des milliers de salariés, de privés d'emploi et de retraités afin d'exiger la mise en œuvre de véritables politiques de progrès social.

En ce 1er mai 2014, nous refusons la mise en concurrence avec d'autres salariés(es), qu'ils soient dans l'entreprise, en Europe et dans le monde.

A cette stratégie, nous opposons notre solidarité. Ainsi, nous soutenons toutes les luttes des travailleurs, de par la planète, qui luttent pour leurs droits, la liberté, la paix et la démocratie. Nous condamnons toute forme de répression de l'action syndicale.

En Europe, les politiques d'austérité continuent à aggraver la situation de millions de citoyens.

La France et son gouvernement accompagnent la politique néfaste dictée par la commission européenne, notamment en matière de maitrise de l'endettement public à 3% du PIB, ce qui a pour conséquence de limiter l'action publique en faveur de l'emploi et de la justice sociale.

Le gouvernement et le patronat aggravent l'exploitation des salariés à travers de nombreuses mesures en faveur du patronat, comme celles contenues dans le « pacte de responsabilité ». Le coût du travail est un faux débat, ce qui nous coûte c'est le capital !

Le bilan des élections municipales illustre le décalage entre les attentes et besoins des citoyens et les réponses du politique.

C'est d'un changement de cap dont nous avons besoin, et, sans surprise, le discours du nouveau Premier Ministre ne répond pas à cette exigence.

La CGT, FO, la FSU et SOLIDAIRES affirment qu'il existe des alternatives à ces politiques.

L'augmentation des salaires et des pensions est possible et même indispensable pour améliorer la situation de nombreux salariés, privés d'emploi et retraités, et pour tirer toute notre économie vers le haut.

Les aides publiques accordées aux entreprises doivent être remises à plat et évaluées en fonction de leur efficacité économique et sociale.

Une véritable justice sociale basée sur la solidarité entre les salariés, les privés d'emploi et les retraités garantira le financement de notre Sécurité sociale assis sur le travail.

Pour la solidarité entre les salariés et l'égalité des droits, le choix de la paix et le choix du social, la CGT, FO, la FSU et SOLIDAIRES poursuivent, avec tous les salariés, dans l'unité syndicale la plus large possible, le débat d'idées pour le progrès social.

Le 1er mai 2014,
Manifestation à 10h00, Place de la Liberté à Tours.